

LE PROCÈS KAFKAÏEN CONTRE LE FONDATEUR DE WIKILEAKS

Posted on 5. März 2020

Par **Mathias Bröckers**.

Un jour plus tôt que prévu, les audiences sur l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis se sont terminées jeudi. La dernière journée s'est terminée par un désaccord sur la question de savoir si le fondateur de Wikileaks devait être autorisé à suivre la procédure dans une cabine en verre ou sur le banc avec ses avocats. La présidente du tribunal de Woolwich, Vanessa Baraitser, avait rejeté la demande. Selon Vanessa Baraitser, un Julian Assange assis à l'extérieur de la cabine en verre blindé destinée à des accusés très violents représentait un « danger pour le public ». Toutefois, ces déclarations ne sont en aucun cas le seul harcèlement auquel Assange est confronté dans ce procès, pour lequel le prédictat « kafkaïen » semble très approprié - ce que le public ne saurait guère savoir, car pour obtenir l'une des pas moins de 16 places dans l'auditorium, il faut se lever aussi tôt que Craig Murray. L'ancien diplomate et ambassadeur avait toujours fait la queue à 6 heures du matin pour obtenir une des places - c'est surtout grâce à ses rapports sur les quatre jours du procès que nous connaissons le spectacle de ce procès, qui nous rappelle Kafka.

Le fait que chaque personne accusée ait le droit de se défendre et de communiquer confidentiellement avec son avocat est un élément fondamental du système juridique. Si une telle confidentialité n'est pas accordée à un accusé, il ne peut être question d'un procès pénal équitable. Surtout pas si toutes les communications entre un défendeur et son avocat sont enregistrées et que ces enregistrements sont transmis à la partie adverse. La manière exacte sous laquelle cela s'est produit dans le cas de Julian Assange fait actuellement l'objet d'une enquête par un tribunal espagnol, contre le fondateur de la société « Undercover Global ». Cette société aurait espionné Julian Assange à l'ambassade équatorienne et aurait transmis les données à la CIA. Cette opération, au cours de laquelle les conversations d'Assange avec ses avocats ont été enregistrées, a été financée par Sheldon Adelson. Adelson Sheldon est un milliardaire travaillant dans le secteur casino et un grand donateur de Donald Trump. Ce point a été mentionné par la défense d'Assange le premier jour de l'audience - comme l'un des arguments pour lesquels l'extradition du fondateur de Wikileaks devrait être refusée. Une extradition est exclue si le client ne peut pas s'attendre à une procédure équitable devant le tribunal qui demande son extradition - ce qui devrait être le cas si des principes fondamentaux tels que la confidentialité des discussions des avocats de Julian Assange a déjà été violés de manière flagrante auparavant.

L'extradition doit également être exclue si la demande est motivée par des raisons politiques. A cet égard, les avocats de la défense ont présenté des preuves montrant, entre autres, comment l'ancien ambassadeur américain en Allemagne, Richard Grenell, que Trump venait de nommer à la

tête des services secrets, a tiré les ficelles au nom de son patron afin de priver Julian Assange de l'asile à l'ambassade d'Equateur. Le représentant américain a fait une allégation devant la cour qui a été réfutée dès 2014 par une enquête du Pentagone lui-même, à savoir que la vie de personnes non impliquées était mise en danger par les publications de Wikileaks. Dans le cas de Chelsea Manning, le général du Pentagone chargé de l'enquête a dû admettre que « aucun exemple précis » d'une telle menace ou d'un tel décès ne pouvait être présenté. À Londres, le procureur américain n'est plus en mesure de nommer des personnes précises qui ont réellement été endommagées par les publications de Wikileaks. Mais lorsqu'il n'y a pas de dommage, il n'y a pas de procès, et un tribunal qui doit trouver un juste équilibre entre le bénéfice de l'« acte » (la publication des crimes de guerre) et le dommage extrêmement peu spécifique dans ce cas ne parviendra probablement pas à éviter le rejet de ce procès.

Ce qui nous amène aux dommages politiques que Wikileaks a sans doute causés, par exemple, avec la publication de la vidéo « Collateral Murder » ou les e-mails du « Democratic National Congress » (DNC) qui ont révélé la fraude de l'équipe Clinton contre Bernie Sanders. L'image de la puissance mondiale que sont les États-Unis et celle du candidat Clinton, ce qui conduit à son tour aux motifs politiques de persécuter le fondateur de Wikileaks comme « ennemi public n° 1 » et de le déclarer non-journaliste. À cette fin, le procureur américain Lewis a fait valoir devant le tribunal que le « Guardian », le « New York Times » et d'autres anciens partenaires de Wikileaks avaient pris leurs distances avec Assange parce qu'il avait mis les câbles diplomatiques du Département d'État américain sur Internet sans noircir leurs noms. Cette affirmation a ensuite été réfutée le troisième jour de l'audience par un témoin de la défense, le journaliste de l'ARD John Goetz, qui avait travaillé à l'époque avec Wikileaks pour « Der Spiegel » et a précisé que le mot de passe pour l'accès aux documents avait d'abord été publié dans un livre par deux journalistes du « Guardian » et que les câbles diplomatiques avaient déjà été copiés sur différents serveurs avant que Wikileaks ne les publie. Et que Assange avait immédiatement appelé le Département d'État des États-Unis et avait prévenu ce dernier dès qu'il avait appris la publication du mot de passe.

Le troisième jour de l'audition, la question principale était alors de savoir si la loi britannique sur l'extradition de 2003 ou le traité d'extradition conclu entre les États-Unis et le Royaume-Uni en 2007 s'appliquaient. Le paragraphe 4.1 du traité exclut explicitement que les infractions politiques ne puissent donner lieu à une extradition. Le représentant américain ainsi que le juge ont maintenant fait valoir que dans ce cas, cependant, la loi britannique sur l'extradition de 2003, dans laquelle « l'ouverture politique » n'est pas mentionnée comme un obstacle, devrait s'appliquer. Par conséquent, pour une extradition vers les États-Unis, il faut ignorer le traité bilatéral correspondant

et appliquer le droit national ? Ce serait une autre chute kafkaïenne, comme cela s'est tragiquement produit dans l'affaire d'extradition suédoise, lorsque le juge de la Cour suprême a utilisé la traduction française de la loi européenne d'extradition pour décider de la validité de la demande. Celle-ci n'avait été émise que par le ministère public mais pas par un tribunal suédois et les avocats d'Assange avaient fait valoir à trois reprises, en vain, qu'une demande valable devait émaner d'une « autorité judiciaire » (un tribunal) et non d'un ministère public. Dans la traduction française, qui parle d'une « autorité judiciaire » mais qui inclut les procureurs, le juge a ensuite argumenté et accepté la demande. C'est ce tour de passe-passe juridique absurde, qui a fait comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un procès ordinaire dans un État de droit mais d'un procès politique, qui a conduit Julian Assange à s'enfuir à l'ambassade d'Équateur. Comme l'ont montré les audiences de la semaine dernière, il est menacé de nouvelles farces de ce type par la justice britannique.

« Quelqu'un avait sûrement calomnié Joseph K... » - comme le roman de Kafka, la persécution de Julian A. a également commencé par une calomnie. Le Rapporteur spécial sur la torture des Nations Unies, Nils Melzer, a documenté par ses recherches comment, suite à une enquête menée par deux femmes suédoises auprès de la police sur la possibilité et la manière dont Assange pourrait être incité à faire un test de dépistage du sida. Ce rapport a été transformé dans une plainte pour viol et communiqué à travers la presse à sensation. Avec cette fausse déclaration, la campagne de diffamation et les poursuites judiciaires douteuses du patron de Wikileaks ont commencé en 2010, ce qui l'a ensuite conduit à la prison de haute sécurité de Belmarsh en avril 2019.

À trois reprises, les enquêtes suédoises douteuses avaient été arrêtées et rouvertes. « N'osez pas vous dégonfler maintenant », les autorités judiciaires britanniques avaient averti les collègues suédois par courriel lorsqu'ils ont signalé une suspension de l'enquête. Un tel comportement a conduit le représentant des Nations unies, Nils Melzer, à parler d'une « conspiration » par laquelle les autorités de trois pays (Suède, États-Unis, Royaume-Uni) ont tenté de mettre Assange en prison.

Les recherches minutieuses de Nils Melzer ont permis de constater que son rapport sur la « torture psychologique » subie par Assange en prison, rédigé avec deux médecins en mai 2019, est désormais pris au sérieux, du moins par certains journalistes et hommes politiques, de sorte que ces dernières semaines, pour la première fois en dix ans, l'affaire a été rapportée à mi-chemin dans les faits et n'est plus diffamatoire. Cependant, le harcèlement scandaleux dont Julian Assange est toujours victime – « Hier, mon client a été menotté 11 fois, fouillé nu deux fois, mis dans cinq cellules d'attente différentes et ses papiers lui ont été retirés », a rapporté son avocat Edward Fitzgerald le deuxième jour - n'est toujours pas un sujet pour les médias de masse. Le fait que la

puissance mondiale que sont les États-Unis et ses vassaux, qui ne sont apparemment attachés à l'État de droit que sur le papier, prennent des mesures aussi inquisitrices contre un seul journaliste, alors que la dénonciatrice Chelsea Manning est toujours détenue pour avoir refusé de témoigner contre Assange devant un tribunal militaire secret - montre clairement qu'en 2020, le Moyen Âge avec ses procès hérétiques et ses feux de joie n'est pas encore terminé. Même si les procureurs américains veulent envoyer Assange à Guantanamo « seulement » pour 175 ans. Voilà donc les progrès et l'État de droit dans l'Occident de « valeurs ». Le procès se poursuivra le 18 mai, d'ici là Julian Assange restera probablement en prison, selon son avocat Jennifer Robinson.

Sources:

1. <https://www.craigmurray.org.uk>
2. https://english.elpais.com/elpais/2019/07/09/inenglish/1562663427_224669.html
3. <https://thegrayzone.com/2019/10/10/cia-spied-on-julian-assange-in-ecuadorian-embassy/>
4. <https://www.politico.eu/article/assange-fight-draws-in-trumps-new-intel-chief-ric-grenell/>
5. <https://www.theguardian.com/uk-news/2020/feb/24/julian-assange-hearing-journalism-is-no-excuse-for-breaking-law>
6. <https://www.republik.ch>
7. <https://www.n-tv.de/politik/Er-bleibt-wohl-im-Gefaengnis-article21593680.html?>

+++

Merci à l'auteur pour le droit de publier l'article.

+++

Source de l'image : John Gomez / shutterstock

+++

Le KenFM s'efforce d'obtenir un large éventail d'opinions. Les articles d'opinion et les contributions d'invités ne doivent pas refléter l'opinion de la rédaction.

+++

Soutenez-nous avec un abonnement : <https://steadyhq.com/de/kenfm>

+++

Vous aimez notre programme ? Pour plus d'informations sur les possibilités de soutien, voir : <https://kenfm.de/support/kenfm-unterstuetzen/>

+++

Maintenant, vous pouvez aussi nous soutenir avec des bitcoins.



18FpEnH1Dh83GXXGpRNqSoW5TL1z1PZgZK

BitCoin adresse: